

Arrêté déléguant la compétence pour négocier et signer les contrats de prestations dans le cadre de la loi sur le soutien aux activités de jeunesse extra-scolaire

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur le soutien aux activités de jeunesse extra-scolaires (LSAJ), du 17 février 2009 ;

sur la proposition de la conseillère d'État, cheffe du Département de la formation, de la digitalisation et des sports,

arrête :

Délégation de
compétence

Article premier Le ou la chef-fe du service de protection de l'adulte et de la jeunesse est compétent-e pour négocier et signer les contrats de prestations conclus dans le cadre de la loi sur le soutien aux activités de jeunesse extra-scolaires (LSAJ), du 17 février 2009 et la mise en place du concept de soutien à la parentalité dans la mesure où la dépense qui en découle entre dans le cadre budgétaire annuel de l'État.

Entrée en vigueur

Art. 2 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Publication

Art. 3 Le présent arrêté sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil chronologique de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 27 septembre 2021

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. FAVRE

La chancelière,
S. DESPLAND